

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Aussi longtemps que nous continuerons à donner au reste du monde l'impression que nous allons toujours financer le pays en recourant aux marchés financiers pour emprunter de plus en plus d'argent, notre dollar continuera d'être faible, l'inflation continuera de miner notre économie et l'on continuera à ne pas avoir confiance en notre pays. Il nous faut démontrer non seulement aux Canadiens mais aussi au monde entier que la bonne gestion consiste à payer ses factures avec l'argent dont on dispose, pas avec l'argent emprunté chez le voisin.

Que s'est-il passé depuis notre retour au Parlement après les élections de 1980? Notre dette nette est passée d'environ 65 milliards à 92 ou 93 milliards de dollars en deux ans à peine. Nous ne pouvons pas continuer de la sorte, étant donné surtout les taux d'intérêt qu'il nous faut payer. Cette année nous paierons probablement tout près de 17 milliards de dollars en intérêts, soit beaucoup plus que le gouvernement actuel n'a dépensé lorsqu'il fut porté pour la première fois au pouvoir sous la direction de son chef actuel. Cela ne peut continuer. Il nous faut un programme qui fasse en sorte que le gouvernement finance et paie ses factures avec l'argent qu'il perçoit grâce aux impôts et pas plus. Il faut rejeter cette théorie voulant que nous puissions continuer à accumuler des déficits. Il nous faut un programme visant à limiter les dépenses du gouvernement.

L'autre jour à la Chambre, le 10 juin, j'ai dit au ministre des Finances durant la période des questions qu'il devrait tenir compte de certaines des suggestions que lui avaient adressées certaines banques, notamment la Banque Royale et la Banque de Commerce. Le ministre des Finances a répondu que la compression des dépenses du gouvernement posait un problème étant donné que tout le monde en parle mais que personne n'est prêt à faire les premiers pas. Il a dit:

Je conseillerais au député de mettre cartes sur table, d'aller dire au comité à quel chapitre il faut réduire les dépenses publiques.

Je tiens à signaler au ministre des Finances, par l'entremise du ministre d'État (Finances) que les audiences du comité portant sur le budget des dépenses ont pris fin, conformément au Règlement, mais que s'il voulait réellement que le Parlement du Canada l'aide à réduire les dépenses du gouvernement, il pourrait former un comité parlementaire spécial chargé d'étudier en détail le budget des dépenses et de réduire le plus possible les dépenses du gouvernement. De 10 p. 100 peut-être! Il se pourrait que certains services soient éliminés et que nous ayons à nous priver de choses que nous avons appréciées jusqu'à maintenant. Mais lorsque les propriétaires de ma circonscription risquent de perdre leur maison parce qu'ils ne peuvent acquitter leur versement hypothécaire mensuel, je trouve difficile de leur dire: «Oui, mais nous avons dû augmenter le budget de Radio-Canada.» Il m'est difficile de leur faire comprendre toute l'importance de l'Office national du film. Et il m'est très difficile de leur dire que le Canada doit consacrer chaque année plus de un milliard de dollars à des programmes d'aide à l'étranger.

Je pense qu'il est temps que le gouvernement confie aux députés la tâche de passer au peigne fin certaines dépenses et de dire: «Oui, nous aimons ce programme, mais dans notre échelle de priorités, il n'est pas aussi important que tel autre.»

Nous serions chargés, comme devrait l'être la Chambre des communes, de contrôler les dépenses du gouvernement.

Il y a environ deux semaines, le débat a porté sur certains mégaprojets, plus précisément Alsands et Cold Lake. Ceux-ci se sont effondrés. Il est plus que temps que le gouvernement révise ses lois fiscales, se demande si la population a confiance en lui et se dise: «Comment pouvons-nous, dans un climat de confiance, amener les gens à investir à nouveau dans ces projets?» Personne n'est tenté d'investir dans les projets lorsque ailleurs le taux d'intérêt quotidien est de 20 p. 100. Mais ces projets auraient peut-être un sens pour les Japonais qui pourraient vouloir s'assurer une source d'approvisionnement. Ils pourraient aussi avoir un sens pour les Américains, pour la même raison. Inutile de dire qu'ils auraient aussi un sens pour les travailleurs des aciéries de Hamilton dont au moins 20 p. 100 ont été mis à pied, ainsi que pour tous les chômeurs de St. Catharines et de Brantford. Nous pourrions leur laisser prendre une partie de la production en contrepartie de l'argent qu'ils ont investi. Le taux de base est de 6.4 p. 100 au Japon. Si nous avions fait figurer 6.4 p. 100 dans les calculs d'Alsands et de Cold Lake, ces projets seraient en marche. Comment les faire démarrer? Nous offrons de les payer avec les produits extraits de notre sol. Nous édifions le pays avec nos propres ressources. Il faut remettre le pays au travail et relancer les choses. Il n'est pas nécessaire de faire des folies ou de subir du chômage, quand nous avons les ressources qui pourraient rendre la prospérité possible.

• (1750)

Pour en revenir au bill d'autorisation d'emprunt, où allons-nous? Le gouvernement vient à la Chambre solliciter le pouvoir d'emprunter une somme calculée en fonction d'un budget qui de son propre aveu est inadapté. Dans notre économie, il y a de plus en plus de chômeurs chaque jour. Les sociétés disparaissent par faillite, mise en tutelle ou abandon des affaires. Il n'y a pas d'orientation, pas de plan. La population a perdu confiance.

Les députés du parti libéral devront assumer leurs responsabilités d'ici la fin de la semaine prochaine ou peu après. Nous savons qu'ils se réunissent en caucus et qu'ils discutent des changements qu'il conviendrait d'apporter pour redresser la situation financière du Canada. Ils ont certaines responsabilités vis-à-vis de la population canadienne, car c'est de leurs votes que dépendent les décisions qui seront prises à la Chambre.

Nos vis-à-vis ne doivent pas se contenter de rester passifs et d'appuyer leur parti qu'il ait tort ou raison. Les mesures politiques proposées par ceux qui tiennent les rênes du pouvoir et par la majorité gouvernementale ne sont pas des mesures libérales de libre échange, des mesures visant à accroître la liberté des particuliers. Ce sont les initiatives d'un gouvernement gaspilleur et centralisateur qui veut tout contrôler et diriger de sa tour d'ivoire.

Les députés doivent s'attaquer à ces orientations politiques. Si ceux qui détiennent les rênes du pouvoir ne peuvent s'en occuper, les députés collectivement ont la responsabilité de le faire. Si le caucus libéral ne peut trouver de solution à la crise, il faut en trouver ici-même à la Chambre.